

## Survivances précoloniales : les problèmes politiques du Kanem (Tchad)

**D**ANS un Tchad qui a été bouleversé par une longue guerre civile, puis par une guerre étrangère ; dans un pays où certains administrateurs indécis et féroces ont soulevé des haines ethniques, où des bandes armées ont menacé la sécurité des habitants et des voyageurs, le Kanem apparaît comme le seul havre de paix depuis l'indépendance. Située au nord du lac Tchad, la région connue sous le nom de Kanem est aujourd'hui composée de deux préfectures : celle de Kanem et celle du Lac. A première vue, cette région disposerait de certains atouts dont ne bénéficieraient pas les autres régions du Tchad : une ethnique largement dominante (les Kanembou), une langue parlée par tous (le kanembou) et un chef traditionnel respecté de tous, l'Alifa (calife) de Mao. Cette apparente unité n'est pourtant qu'une façade et le fait que les populations du Kanem aient vécu et souhaitent continuer à vivre en paix ne signifie pas qu'il ne se pose aucun problème chez elles.

### Une population hétérogène

La première contre-vérité consiste à insister sur l'homogénéité du peuplement de la région : le terme « kanembou » est un terme ambigu qui recouvre une réalité très complexe. Ambigu, le terme « kanembou » l'est car il désigne à la fois les habitants d'un lieu (le

Kanem), les locuteurs d'une langue et, au sein de cet ensemble humain, deux groupes ethniques distincts, unis par le fait qu'ils n'appartiennent pas à un troisième groupe, individualisé par ses activités économiques considérées comme impures, et marginalisé en conséquence.

Si on le prend au sens de « habitants du Kanem », le mot « kanembou » s'applique à tous les individus ou groupes qui résident dans cette région depuis un certain temps, surtout s'ils parlent la langue kanembou, ce qui est aujourd'hui le cas de tout le monde, même de populations aussi évidemment allogènes que les Arabes nomades arrivés de Libye au XIX<sup>e</sup> siècle ou que les tunjur qui, chassés du Ouaddaï par le fondateur de la dynastie qui règne actuellement à Abéché, s'installèrent vers le début du XVII<sup>e</sup> siècle et sont, depuis lors, bilingues (arabe et kanembou).

Cependant, dans son acception la plus courante, le mot « kanembou » ne désigne que des sédentaires alors que les nomades, mêmes s'ils sont très anciens dans la région comme les Kréda ou les Kécherda, ne sont pas désignés comme kanembou. De même, sont exclus de cette appellation les habitants des îles du Lac Tchad, les Boudouma et les Kouri : associant à l'élevage et à l'agriculture la pêche que ne pratiquent pas leurs voisins du nord, islamisés récemment (une centaine d'années), ces gens ne parlent le kanembou que comme langue véhiculaire. Mais, même si l'on exclut

toutes ces populations de l'appellation « kanembou », on n'en arrive pas pour autant à un ensemble homogène : certes, les groupes désignés alors sont tous composés de paysans sédentaires qui associent culture sous pluie, culture irriguée et élevage selon des techniques identiques, et qui parlent la même langue à de minimes différences près. Mais tous ne se considèrent pas eux-mêmes comme « kanembou » ou ne sont pas considérés comme tels par leurs voisins (les hommes qui ont la lance pour arme estiment que les archers, les forgerons, les artisans et les chasseurs au filet ne sont pas des Kanembou, mais des *dou* intouchables). Enfin, parmi les gens de la lance, deux groupes se distinguent, qui sont loin d'avoir toujours entre eux des relations de franche cordialité : les *kogona* (i.e. « les nobles ») qui sont arrivés du Borno avec les Alifa que leur empereur avait délégués au Kanem vers 1640, et les autres kanembou, populations installées antérieurement, parmi lesquels certains sont d'anciens Boulala, d'autres des Toubou sédentarisés alors que d'autres se disent autochtones ou premiers occupants. On comprend alors que qui veut dresser une carte ethnique du Kanem se heurte à des problèmes considérables.

Sur cette base ethnique extrêmement floue, se sont établies des institutions dont l'histoire est mouvementée. On a longtemps pensé que, à la suite de la défaite de « l'empire bulala » du Kanem contre les Kanouri du Borno, les souverains bornouans avaient rétabli leur autorité sur la vieille province en installant un représentant, l'Alifa de Mao, qui commandait toutes les terres exondées du nord du Lac Tchad. Avec l'affaiblissement du Borno et le développement du

Ouaddaï, l'Alifa du Kanem changea de suzerain au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais son pouvoir serait resté entier sur tous les locuteurs du kanembou, sur les Tounjour et sur une partie des Goranes jusqu'à l'arrivée des Français qui l'auraient confirmé dans son autorité.

Cette vérité est, depuis peu, remise en cause : Ch. Seignobos a montré que la civilisation des cités avec ruines de briques qui est attribuée aux Boulala du Kanem était, à l'origine, une civilisation de cités indépendantes. Si « empire boulala » il y eut, ce ne put être que vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, mais les textes sont ambigus. D'autre part, les traditions orales non kogona placent, en général, l'arrivée des Tounjour avant l'installation des Alifa, tandis que les traditions tunjur disent que les Kogona ont chassé les tunjur de Mao, ceux-ci ayant succédé aux Boulala dans le gouvernement du Kanem. De plus, les traditions du sud Kanem et certaines traditions kogona concordent à dire que les cités de Bari, Dibinentchi, Mondo et Ngouri restèrent indépendantes de Mao jusqu'à l'arrivée des Français. Chacune de ces cités dominait un territoire assez vaste et se fondait sur des alliances entre tribus ou clans d'ethnies différentes.

Or, les Français firent de l'Alifa de Mao le maître suprême du Kanem, plaçant, dans les cités anciennement indépendantes, des représentants de Mao. Les chefs kogona, à l'époque de la colonisation, profitèrent de la situation qui leur était faite pour agrandir leur territoire au détriment des anciennes chefferies indépendantes et en imposant à certaines communautés rurales des sujétions exorbitantes. Pour discrète qu'elle fut, la tension fut si vive que, deux ans après l'indépendance, il fallut procéder à

un redécoupage administratif du Kanem. En naquirent deux préfectures : le Kanem (chef-lieu Mao) et le Lac (chef-lieu Bol). Le but de ce redécoupage était de mettre fin à une situation qui risquait de devenir explosive entre les Kogona et les autres habitants du Kanem. La préfecture du Lac rassembla la majorité des sédentaires non kogona ; la préfecture du Kanem regroupa les Kogona de Mao, d'importantes communautés goranes et arabes nomades, ainsi que, dans le sud, les Tounjour et des gens de la lance non kogona. Mais si cette réorganisation souleva des problèmes, en fait, toute autre restructuration en eût fait autant, et il était difficile de rester dans la situation héritée de l'époque coloniale. D'ailleurs, on ne peut plus revenir sur le passé des quatre-vingts dernières années et restaurer une situation précoloniale (encore très mal connue) sans risquer des désordres encore plus graves.

Donc, si l'actuel *modus vivendi* lèse des avantages acquis par tous à un moment ou à un autre de l'histoire du Kanem, il compense les pertes de chacun par des avantages nouveaux. Un nouvel équilibre est ainsi instauré qui, somme toute, ne lèse vraiment personne. Qui plus est, les habitants du Kanem, habiles négociateurs, préfèrent des solutions diplomatiques dans la paix aux déchaînements dont furent victimes les autres régions du Tchad et ils s'arrangent pour régler leurs problèmes sans bruit avec l'administration ou le gouvernement.

### Un chef coutumier puissant

Caractéristique à cet égard est

l'attitude de l'actuel Alifa : cet homme est sans doute le chef coutumier le plus puissant du Tchad, tant par le nombre de personnes qui se placent sous son autorité directe et indirecte, que par son poids économique fondé sur les ressources traditionnelles que lui procure sa chefferie, ou que par l'utilisation qu'il fait de celles-ci dans l'économie moderne. Les administrateurs territoriaux, quelle que soit leur origine régionale, comprennent très vite où est la réalité du pouvoir au Kanem et, dans la mesure où l'Alifa ne remet jamais en cause la hiérarchie légale, tout le monde fait comme si... Ce qui est vrai pour les relations entre l'État et l'Alifa l'est aussi, *mutatis mutandis*, pour les relations entre les chefferies de canton et l'Alifa.

Ainsi, la vie politique dans la région du Kanem apparaît à l'observateur étranger comme pouvant servir d'exemple aux autres régions du Tchad en ce qu'elle a toujours permis la solution pacifique de conflits souvent très épineux. La question est donc posée : dans un pays déchiré dont les régions ont toutes, à un moment ou à un autre, été mises à feu et à sang, pourquoi n'y eut-il jamais au Kanem-Lac de troubles importants ? En fait, il nous semble que, posée ainsi, la question est insoluble, car, dans leur grande majorité, les paysans sédentaires et une grande partie des nomades n'ont participé à la guerre civile que contraints et forcés et n'ont été actifs que pendant des périodes brèves ; il suffit de voir le nombre d'agriculteurs sara ou hadjérai qui quittèrent leur région lors des troubles de la période 1982/1987 pour comprendre qu'ils n'étaient pas partie prenante au conflit. La question n'est donc pas : « Quelles furent les causes de la paix au Kanem ? »

mais « Quelles furent les causes de la guerre ailleurs ? »

Si l'on doit comparer ce qui est comparable (mais « comparaison n'est par raison ! ») il faudrait étudier la situation du Kanem par rapport à celle du Ouaddaï (ces deux termes étant pris au sens précolonial, c'est-à-dire, pour le Ouaddaï, les actuelles préfectures du Biltine, du Ouaddaï, du Salamat, ainsi qu'une partie de la préfecture du Batha).

La première différence qui saute aux yeux de l'étranger apparaît au niveau de la chefferie et de son évolution depuis la conquête française. En 1900, au Kanem, l'Alifa n'était qu'un chef parmi tant d'autres, contesté par la Sénoussiya, les Tounjour, les Darka, les Ngijim, les Bara, les Ouled Sliman, et dont, somme toute, le pouvoir résidait dans la protection que lui donnait l'empire du Ouaddaï. Au contraire, à la même époque, le Sultan d'Abéché est à l'apogée de sa puissance : il est le maître incontesté de tout le Sahel tchadien jusqu'au Lac Tchad ; il contrôle l'est de l'actuel Tchad, du pays zaghawa à Ndélé (nord de l'actuelle RCA) ; il razzie comme bon lui semble les montagnes du Guéra, impose tribut aux autres États de la région (Dar Tama, Dar Sila, Dar Rounga, chefferie boukala du Fitri, Kanem, Baguirmi, et, à travers le Baguirmi, à la vallée du Logone et aux pays sara) ; de plus, ses relations privilégiées avec la Sénoussiya implantée au nord Kanem et sur les piémonts du Tibesti et de l'Ennedi lui ouvrent les voies du commerce trans-saharien.

En quelques années, les Français, qui craignaient les chefferies trop puissantes, anéantirent les autorités coutumières du Ouaddaï, tandis qu'ils misaient sur celles du

Kanem, sortant l'Alifa de sa position défensive pour en faire le maître incontesté de tout l'ouest du Sahel tchadien. Tandis que l'espace ouaddaïen était déstructuré et démantelé, l'espace kanembou était construit et soudé autour des institutions kogona. Soixante ans de présence française ont reconstitué un Kanem qui n'existait plus tandis que dix ans suffirent à réduire à néant le dernier des grands empires tchadiens.

Ce fut possible du fait de l'absence d'implantation profonde des structures ouaddaïennes dans les populations dominées : il n'y avait pas de « nation » ouaddaïenne, pas de langue unique, et l'islam y était encore bien peu de chose dans les campagnes. Par contre, commerçants et lettrés y étaient en contact avec le reste du monde musulman et, en même temps que les produits, les idées y circulaient et continueront à le faire jusqu'à l'indépendance et après. Au contraire, le Kanem, qui sortait de l'anarchie qu'y avait fait régner le XIX<sup>e</sup> siècle finissant, cherchait l'ordre politique et moral : l'Alifa lui apporta le premier, l'islam le second, le tout avec la bénédiction de la France.

Il apparaît alors à l'observateur étranger une différence profonde entre l'islam du Kanem et celui du Ouaddaï. Le premier est une synthèse immédiate entre les courants musulmans négro-africains établis autour des chefferies traditionnelles et des courants modernistes issus de la propagande sénoussiste, synthèse réalisée par la Tidjaniya, tandis qu'au Ouaddaï, le vieil islam négro-africain, qui intégrait des rites préislamiques, va être attaqué, dès la fin des années quarante, par des courants modernistes venus du Moyen-Orient (socialisme, Frères musulmans, nassérisme...) en parti-

culier dans la capitale, Abéché. Alors que les populations ouaddaïennes étaient désorientées par la destruction de la chefferie par les Français, Abéché fut le théâtre d'une dure lutte d'influence entre les lettrés du Sultan et les lettrés influencés par les courants moyen-orientaux, les seconds s'implantant au point que les Français durent recourir contre eux à tout leur arsenal policier, les tentatives de redorer le blason du Sultan du Ouaddaï ayant échoué. Faut-il voir dans cet essor de l'islam moderniste et dynamique l'origine de l'influence du Parti progressiste tchadien au Ouaddaï, puis de celle du FROLINAT ? Ce qui est certain, c'est que, en 1969, le jeu politique au Kanem se joue par rapport à la chefferie de Mao et ne se joue que par rapport à elle, tandis qu'au Ouaddaï, le jeu politique se joue sur d'autres terrains, le Sultan n'apparaissant que comme le faire-valoir des administrateurs de l'État.

Ainsi, lorsqu'à la fin des années soixante, les Français conseillèrent au président Tombalbaye d'asseoir son pouvoir sur la chefferie, cette politique était devenue impossible à mettre en œuvre en dehors du Kanem et de la région de Léré (Mayo-Kebbi) : ailleurs, elle ne reposait plus sur rien de sérieux. Cependant, sur le plan religieux, tandis que l'islam moderniste (bientôt fondamentaliste) se heurtait à l'islam traditionnel au Ouaddaï, au Kanem, l'islam se « fondamentalisait » en douceur, insensiblement, sans remettre en cause les structures traditionnelles.

Reste le fait que le Ouaddaï est le voisin du Soudan alors que le Kanem est voisin du Niger et, à travers le Lac Tchad, du Nigeria. Tandis que le Niger s'est toujours abstenu de toute ingérence dans les

affaires du Tchad, le Soudan, *volens nolens*, fut impliqué plus ou moins directement, selon les époques, dans la lutte de l'opposition aux gouvernements de N'Djaména. Malgré sa volonté d'intervenir, le Nigeria ne put se mêler qu'indirectement de la politique tchadienne, n'ayant pas d'accès direct facile au territoire de son voisin. Autant il était aisé de semer le trouble dans le Ouaddaï perturbé, autant il était difficile d'intervenir dans un Kanem homogénéisé. Si l'on ajoute le sens politique dont sut faire preuve l'Alifa Ali de Mao par rapport à la personnalité effacée du Sultan Ali Silek du Ouaddaï, on comprend que le Kanem était en possession d'atouts dont était privé son voisin oriental. Les maladresses et les exactions de fonctionnaires indéclicats, les révoltes paysannes qui s'en suivirent et la structuration d'une opposition armée à l'Est du Tchad firent ce qu'il fallait pour que le Ouaddaï s'embrasât, alors que l'Alifa, en butte aux contestations des chefs, parvenait à détourner les orages du Kanem.

Dans ces conditions, alors que les Tchadiens mettent en place de nouvelles institutions, on peut s'interroger sur le rôle et la place de la chefferie dans la vie politique du pays. Poser la question dans l'abstrait, on l'a vu, ne signifie pas grand-chose. Les exemples que l'on vient d'évoquer le montrent : gouverner le Kanem sans reconnaître sa place à l'Alifa et aux autres chefs traditionnels, c'est risquer une crise grave ; mais surestimer l'influence des chefferies du Ouaddaï et du Baguirmi pour résoudre des problèmes locaux peut amener à des erreurs non moins certaines. Par ailleurs, on ne peut nier l'autorité morale de la chefferie précoloniale (nous ne parlons pas ici des « chef-

feries » créées par l'administration française, chefferies de canton ou de village, voire chefferies « supérieures » qui ont rarement su gagner le cœur des paysans et ne durent souvent leur pouvoir qu'à la chicotte dont les dotait l'État). En effet, même pour le Ouaddaïen wahhabite, pour le Hadjérai chrétien ou pour le Sara agnostique, les chefferies anciennes jouissent du prestige de leur civilisation passée. S'en prendre à elles reviendrait à s'attaquer à l'identité culturelle, à l'histoire d'un groupe. Ainsi, lever la main sur le Derdé des Toubou (I<sup>re</sup> République) ou sur le Mbang des Ngama (III<sup>e</sup> République) s'est avéré une grave erreur politique : les populations concernées ont été choquées et ont abandonné l'attitude passive qu'elles avaient jusqu'à vis-à-vis du gouvernement pour entrer peu ou prou dans l'opposition.

Il convient donc, tant en matière de chefferie que d'identité ethnique, d'aborder les problèmes politiques contemporains avec la plus grande circonspection : trop de considération dans le cadre d'un « retour à l'authenticité » donnerait du pouvoir à des hommes qui, pour beaucoup de leurs contemporains, apparaissent comme des vestiges d'un passé révolu ; mais trop de mépris cristalliserait des mouvements d'opposition qui ne demanderaient qu'à dégénérer sous une forme tribaliste. Il reste que, par le prestige dont ils héritent d'un passé immémorial, les chefs d'origine pré-coloniale jouissent encore d'une autorité morale considérable, autorité que l'État pourrait utiliser pour régler certaines tensions entre lui et le citoyen.

*Esther Rosenkranz*